

Israël : guéguerre administrative entre laïques et religieux

La confiance que s'accordent le premier ministre israélien Binyamin Netanyahou et son ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, s'est brisée une fois de plus la semaine dernière. Israël Beitenou, le parti de Lieberman, entendait en effet faire voter une proposition de loi mettant en place des enquêtes parlementaires sur le financement des ONG israéliennes qui s'en prennent à l'Etat et à l'armée d'Israël. Lieberman entendait ainsi lutter contre la délégitimation de l'Etat d'Israël par des ONG gauchistes au financement douteux. Il comptait aussi sur la discipline de coalition décidée au gouvernement et qui a fonctionné, une semaine plus tôt, pour le vote de la loi anti-boycott. Mais Netanyahou a soudainement changé les règles. Cédant à la pression des médias et des associations gauchistes, désireux de ne pas passer pour les Américains et les Européens pour un "dangereux extrémiste de droite" qui s'aligne sur la politique de Lieberman et qui mettrait la diplomatie d'Israël en danger, Netanyahou s'est couché. La proposition n'a pas été votée et Lieberman a rouspété dans son coin, encore une fois. Celui qu'on qualifie à tort et à travers de tous les noms parce qu'il dit trop de choses tout haut, le très laïc Lieberman, sans toutefois quitter la coalition, a promis de prendre sa revanche.

Mais voilà qu'une autre sorte d'enquête devrait les réunir à nouveau. Une qui ne dépend pas du clivage gauche/droite, bien que Netanyahou et Lieberman soient tous les deux qualifiés de droite, mais pas du même parti, mais du clivage laïc/religieux.

Les partis religieux ultra-orthodoxes au gouvernement en effet, Shass et Yaadout Hatorah, ont réclamé que des

inspections, similaires à celles menées dans les yeshivot et les kolels (écoles d'études religieuses), soient pratiquées dans les institutions laïques financées par l'Etat.

Le vice-ministre des finances Itzhak Cohen (Shass) a réclamé du ministère des finances des inspections sur les institutions culturelles, telles que les universités ou les écoles supérieures. Le député Yisrael Eichler (Yaadout Hatorah) a envoyé une lettre au ministre de l'éducation Gideon Sa'ar avec la même intention, pour réclamer que soient contrôlés les cartes d'identité des étudiants, les horaires assurés, le nombre de présents dans les universités et dans les bureaux publics financés par l'Etat, pour s'assurer que tous remplissent leurs obligations.

La réplique orthodoxe (sépharades et ashkénazes ensemble contre les laïques) a été déclenchée par un incident dans une Yeshiva de Bnei Brak (une ville ultra-orthodoxe à l'est de Tel Aviv) où deux inspecteurs auraient heurté les coutumes de l'établissement. Ils n'ont bien sûr insulté personne, mais il semblerait qu'ils aient cherché à mener leur enquête pendant le cours du grand rabbin de l'établissement. Un crime de lèse-majesté pour des gens qui placent leur rav avant toute chose, et surtout avant l'Etat séculaire moderne, qu'ils méprisent. Des institutions ultra-orthodoxes ont alors refusé toute inspection dans la semaine. Le mouvement Hiddoush, un mouvement sioniste pour la liberté de religion et l'égalité entre les groupes qui s'en prend assez souvent aux ultra-orthodoxes antisionistes, a par conséquent appelé l'Etat à supprimer le budget de ces institutions. En vain.

Inégalité ? Injustice pratiquée par un Etat séculaire qui enquête sur les institutions religieuses mais pas sur les institutions laïques ? Voilà qui dérouterait les gauchistes européens qui ne comprennent à peu près rien à Israël et qui l'accusent d'être un Etat théocratique tout en soutenant les Etats arabo-musulmans où l'islam est pourtant déclarée religion d'Etat dès l'article 1 ou 2 de la constitution. Mais

la vérité est un peu plus complexe.

On pourrait être tenté d'admettre un déséquilibre favorisant les institutions laïques, qui discrètement, se seraient accordées quelques faveurs. Mais ce serait faire fi de l'argumentation sophiste des ultra-orthodoxes.

Le ministère des finances Yuval Steinitz s'est excusé pour cet incident mais un porte-parole a indiqué qu'il n'existait aucune intention de "changer la politique actuelle selon laquelle tous les corps recevant des financements selon la clause 3a de la loi fondamentale budgétaire, aussi bien culturels, éducationnels, artistiques, scientifiques et d'institutions caritatives, étaient sujets à inspection". (Source : <http://www.jpost.com/JewishWorld/JewishNews/Article.aspx?id=230864>).

Le fait est, d'une part, que les institutions et écoles ultra-orthodoxes juives ne sont pas les seules à être inspectées, puisque ce sont toutes les institutions religieuses du pays – juives, musulmanes, chrétiennes, druzes, etc, comme en dispose la clause – qui font l'objet d'enquêtes contrôlant le respect des règles nationales. D'autre part les rêveurs théocrates pêchent une fois de plus en posant une équivalence, une relation d'égal à égal entre deux sortes d'institutions : les laïques et les religieuses. Mais cet ordre de découpage est trompeur et relève d'un ordre différent. Il s'agit d'une part d'institutions étatiques, qui répondent à l'intérêt national, qui priment donc, et d'autre part d'institutions religieuses, qui quel que soit le domaine auquel elles s'attachent – culturel, artistique, éducationnel – ne répondent qu'à l'intérêt particulier d'une communauté particulière, en l'espèce la communauté ultra-orthodoxe. Or on ne peut pas mettre sur le même piédestal des institutions qui garantissent le droit d'un Etat national séculaire, sinon laïque, et des institutions communautaires. N'en déplaise aux gauchistes qui ne voient de théocratie qu'en Israël, preuve est faite que,

malgré le poids du religieux que j'ai moi-même souvent dénoncé et que je dénonce chaque fois que nécessaire, Israël est un Etat séculaire (le terme "laïque" est plus approprié à la conception française), même imparfait, où la religion juive n'a pas le statut de religion d'Etat. (Sur la notion d'Etat juif, qui fait référence à un "peuple juif", lire mon article La notion d'Etat juif, encore et toujours la sémantique).

Pour terminer, ajoutons que nous n'avons pas d'opposition de principe contre l'enquête des administrations publiques ou des universités qui reçoivent des financements de l'Etat, on ne connaît que trop la tendance des administrations publiques à profiter de leur statut, mais à condition de bien faire la différence entre l'ordre des choses. Les ultra-orthodoxes n'ont d'autant plus pas à se plaindre que l'Etat continue de financer des yeshivot qui n'ont pour seul but que l'étude de la torah pour elle-même, sans aucune perspective professionnelle. Le sophisme ultra-orthodoxe aurait voulu nous faire oublier que ces derniers continuent de bénéficier de privilèges scandaleux qui justifient les protestations du camp laïc envers leur mode de vie.

Si seulement Lieberman, Netanyahu, mais aussi Barak, Livni, les travaillistes et Meretz, tous laïcs et tous partisans d'un Etat d'Israël (par opposition aux a-sionistes, antisionistes et post-sionistes), cessaient de se chamailler stupidement sur la base d'un clivage droite/gauche et de conflits territoriaux pour s'allier pleinement et entièrement sur les questions laïques, Israël aurait depuis longtemps résolu le chantage du camp ultra-orthodoxe et fait sa révolution laïque.

Misha Uzan

<http://www.mishauzan.com>